

jeure partie attribuable à la création de services exclusifs à la période de guerre comme les Munitions et Approvisionnements, la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, les Services nationaux de guerre et le personnel civil greffé aux effectifs militaires fortement accrus. Une partie de l'augmentation est également due aux fonctions supplémentaires du temps de guerre imposées aux anciens ministères. En outre, il faut songer qu'au cours de cette période, le personnel total des services de régie,—Finances, contrôleur du Trésor, Travaux publics, Commission du service civil, et le reste,—a dû être maintenu à un niveau proportionné au personnel global des services administratifs.

Depuis la clôture des hostilités en Europe, en mai 1945, le nombre d'employés civils a fléchi graduellement jusqu'à atteindre un total de 129,000, en janvier 1946. Cette période de diminution a été suivie d'une expansion, si bien qu'en octobre 1946, le personnel des services administratifs était presque revenu au sommet de 1945. Bien que cela paraisse anormal, l'explication en est logique. Par suite de l'adoption de nouvelles mesures législatives et de la réorganisation d'après-guerre, il a surgi de nouveaux ministères,—ceux de la Santé nationale et du Bien-être social et des Affaires des anciens combattants, entre autres,—qu'il a fallu organiser et munir de personnels à un rythme plus rapide qu'on ne pouvait réduire les services de guerre. De plus, la démobilisation s'étant opérée plus rapidement qu'on ne l'avait prévu, il a été nécessaire, dans bien des cas, d'engager des civils pour se charger de fonctions habituellement confiées à des militaires.

C'est au mois de septembre dernier que le programme de réduction des personnels, institué au début de l'été de 1945, était réorganisé sous la direction immédiate d'un comité ministériel spécial. A la suite d'enquêtes effectuées par des personnes compétentes, il a été constaté que si les divers ministères prenaient des mesures courageuses et énergiques, il serait possible de réduire de 15,000 à 20,000 le nombre des fonctionnaires avant la fin de l'année financière, sans nuire sensiblement à l'efficacité et au fonctionnement des services essentiels.

L'objectif fixé pour le 1er avril 1947 a été effectivement dépassé, car la réduction globale nette au cours du semestre en cause a été légèrement supérieure à 21,000; exprimée en pourcentage, elle s'élevait à environ 15 p. 100.

Le tableau suivant indique les fluctuations qu'a subies depuis 1939 le nombre global de fonctionnaires:

1939	52,000
Période de pointe pendant la guerre (mai 1945)	142,000
1er janvier 1946	129,000
1er octobre 1946	142,000
1er avril 1947	121,000

M. FLEMING: Le ministre me permet-il de lui poser une question?

L'hon. M. McCANN: Il faut remarquer que les chiffres cités représentent aussi exactement que possible, à 1,000 près, le nombre global de fonctionnaires employés à un moment donné, mais qu'ils ne comprennent pas les employés à service intermittent rémunérés à l'heure, les maîtres des bureaux de poste comptables et le personnel des sociétés de la couronne.

Avec le consentement de la Chambre, je vais consigner au compte rendu; un tableau détaillé, indiquant dans des colonnes séparées le chiffre de point des fonctionnaires dans les divers services de l'Etat au cours de la guerre et le nombre global de fonctionnaires dans ces mêmes services au 1er avril de cette année. Voici le tableau:

Nombre total de fonctionnaires par services
I. Services de l'Etat qui existaient avant la guerre

	Période de pointe pendant la guerre	1er avril 1947
a) service de régie		
Auditeur général	386	190
Finances	758	612
Contrôleur du trésor ..	9,352	5,342
Commission du service civil	733	571
Hôtel royal de la monnaie	296	287
Travaux publics	6,058	6,317
Imprimerie	821	781
b) Services administratifs		
Chambre des communes ..	301	301
Sénat	88	82
Bibliothèque du Parlement	27	27
Directeur des élections ..	23	10
Secrétaire du Gouverneur général	14	11
Conseil privé	52	39
Commission mixte inter- nationale	6	3
c) Services rapportant des revenus		
Postes	14,495	16,496
Douanes et accise (R.N.)	4,473	4,950
Impôt sur le revenu (R.N.)	6,599	7,498
d) Commerce et services diplomatiques		
Commerce (1)	1,775	3,314
Affaires extérieures	436	725
e) Autres services		
Archives	46	57
Loi d'arrangements entre cultivateurs et créan- ciers (Fin.)	25	18
Commission du tarif (Fin.)	20	12
Assurance	61	55
Justice	1,216	1,227
Secrétaire d'Etat	471	475
R.G. à cheval du Canada	508	425
Transports (2)	8,030	7,306
Agriculture	3,867	3,998